

LIONEL
JOSPIN

UN TEMPS
TROUBLÉ

SEUIL

Lionel Jospin, Un temps troublé, 2020, Editions du Seuil, 249 p.

L'ouvrage publié par Lionel Jospin en septembre 2020 a eu un certain retentissement médiatique dans la mesure où l'ancien Premier ministre (1997-2002) sortait d'une réserve longue de plusieurs années, notamment due à son statut de membre du Conseil constitutionnel de 2015 à 2019. Intitulé « Un temps troublé », ce livre propose une analyse de la situation politique que connaît la France. Il est structuré autour de quatre parties, les trois premières suivant une progression chronologique qui conduit l'auteur à analyser les causes de « l'imprévu » que représente l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République en 2017, puis celles de la « désillusion » actuelle et enfin « l'incertitude » que crée l'état des forces politiques françaises dans la perspective de l'échéance présidentielle de 2022. La dernière partie est consacrée à trois réflexions sur des sujets de fond que l'ancien Premier Ministre socialiste perçoit comme des confrontations (les démocraties contre les despotismes, les migrations face aux nations, l'expansion démographique face aux enjeux climatiques permettant la sauvegarde de la vie sur Terre). Une postface est consacrée au tournant que suscitera peut-être le bouleversement engendré par le coronavirus. Se dégage de l'ensemble de l'ouvrage une tonalité bien conforme à l'image de son auteur : le propos est constamment sérieux, voire austère, ne cédant à aucune facilité. Il relève souvent davantage du registre de l'analyse que de la prise de position politique, tout juste peut-on percevoir une tendance certaine à se référer très fréquemment à l'époque où l'auteur était « aux affaires » comme si l'échec de Lionel Jospin à l'élection présidentielle de 2002 - suivi du choix qu'il fit alors de se retirer de la vie politique - restait une cicatrice mal cicatrisée.

A l'évidence, l'Europe n'occupe pas la place centrale de l'ouvrage, y compris dans sa partie prospective ce qui tend à indiquer qu'elle ne constitue pour l'auteur ni une difficulté majeure ni peut-être une priorité fondamentale de l'époque qui s'ouvre pour la France. La question européenne est néanmoins évoquée à plusieurs reprises et les positions de Lionel Jospin méritent d'être retracées. Il revient d'abord sur l'échec du référendum destiné à ratifier le traité constitutionnel européen en 2005 (p. 25 et suiv.). L'auteur fait part de son opposition à l'organisation d'un référendum sur un tel texte en raison de sa technicité et de son volume. Au passage, il révèle que treize ans plus tôt, il avait déjà tenté de dissuader le président Mitterrand d'organiser un référendum sur le Traité de Maastricht. Aussi politiquement incorrect que cela puisse paraître, l'auteur assume de laisser le peuple à l'écart (au profit de ses représentants au Parlement) sur des sujets nécessairement simplifiés et mêmes caricaturés lors d'un débat référendaire.

Lionel Jospin insiste ensuite sur le « déni du référendum » (p. 29) qu'aurait constitué en 2008 le fait de faire approuver par la voie parlementaire un Traité qui reprenait une grande partie celui qui avait été rejeté par référendum trois ans plus tôt. Si l'auteur n'en récuse pas le contenu, il souligne le problème démocratique que par principe un tel tour de passe-passe représente et les conséquences qu'il a pu avoir à moyen terme : « le non-respect d'un vote clair et solennel du peuple a contribué à diffuser en son sein le sentiment que ses décisions ne comptaient pas. Tirons-en une leçon. Rien n'oblige le président de la République à consulter le peuple par référendum. Mais quand celui-ci s'est exprimé, alors son vote doit être respecté » (p. 33).

Enfin, l'auteur évoque plusieurs terrains sur lesquels l'Union européenne gagnerait selon lui à évoluer, qu'il s'agisse de sa « difficulté à conduire en matière d'immigration une politique coordonnée, juste et efficace » (p. 176) ou de la politique économique. S'agissant de cette dernière, Lionel Jospin observe que « la crise récente pousse à réexaminer le sens de l'Union européenne » et que « face aux ravages de la pandémie, la solidarité entre Européens a été au début laborieuse et limitée à quelques gestes symboliques » (p. 239). Il se félicite néanmoins de l'action de la Banque centrale européenne puis de l'initiative franco-allemande et du plan de relance qu'elle a permis d'adopter. Plus largement, il plaide pour que soient reconsidérés les priorités et le fonctionnement de l'Union européenne, regrettant qu'elle reste un « territoire ouvert » face « aux puissances protectionnistes comme la Chine, les Etats-Unis ou la Russie ». Selon l'auteur « alors que l'Europe est omniprésente dès qu'il s'agit du respect tatillon des règles de concurrence, du libre-échange et des normes elle est totalement absente en matière d'harmonisation fiscale et sociale, et franchement timorée pour ce qui concerne les projets d'infrastructure, la politique industrielle et la transition écologique ». Là encore, la rigueur du diagnostic séduira beaucoup de lecteurs...qui resteront parfois néanmoins dubitatifs sur les chances que soient mises en œuvre les orientations préconisées par Lionel Jospin tant il est loin d'être acquis qu'une approche aussi sociale-démocrate et française soit demain partagée par l'ensemble des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne.

Sébastien Bernard, professeur de droit public à l'Université de Grenoble-Alpes, président honoraire de l'Université Pierre Mendès France - Grenoble 2

Le 13 octobre 2020